

N°47 - jeudi 5 sept. 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr) tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr Désespérer Billancourt, voilà leur mot d'ordre. Chaque jour, une nouvelle charge pour que tout le monde ait bien le moral dans les chaussettes. De façon que personne ne bouge plus une oreille. Un coup c'est « la compétitivité de la France qui fout le camp », un autre c'est « vous coûtez trop cher », un autre c'est « les Allemands sont bien meilleurs », nous notre industrie date du moyen âge... et puis on est la honte de l'Europe, parce qu'on fume trop, on prend trop de médicaments, on boit trop, on veut vieillir en bonne santé, on veut du boulot pour nos jeunes et se faire rembourser par la Sécu ! ça va, basta ! Aux nantis, rentiers, financiers, aux bouffis du compte en banque qui nous font la morale, bref à Neuilly, Auteuil et Passy, on vous dit : on va défendre nos salaires, nos emplois et notre Sécu aussi dur que vous défendez vos profits. Chiche ?

# À celui qui doute...

Regardons ensemble l'actualité du jour, pour mieux comprendre comment le mensonge alimente le doute, la résignation. Parmi les annonces de destruction quotidienne d'emplois, celle de Total mérite le détour.

Le site Total de pétrochimie de Carling-Saint-Avold se sépare de 210 postes et de son vapocraqueur. 160 millions d'euros vont être investis dans la reconversion du site, nous affirmet-on. Ces mesures se justifieraient par une perte annuelle affichée par le vapocraqueur de Carling, dont la capacité de production attient 320 000 tonnes. Voilà qui alimente la résignation : une fermeture de plus, que peut-on y faire, et puis « faut pas rêver, c'est la réalité, la concurrence, le manque de compétitivité »...



D'ailleurs Monsieur de Margerie, PDG du groupe Total, un des premiers groupes SCANDALEUX pétroliers d'Europe de l'Ouest, donnait la leçon fin août dans le quotidien économique de Monsieur Bernard Arnault, l'une des premières fortunes mondiales : il faut « accepter d'entendre, par exemple, que notre système industriel est globalement vétuste. Ce qui est une évidence... ». Prend ça dans ta musette, petit homme, et écoute encore la sacro-sainte vérité de Margerie : « Oui, les activités modernes, qui ont un contenu toujours plus fort en technologie, créent moins d'emplois que les anciennes. Oui, l'adaptation de nos systèmes industriels amène nécessairement à diminuer le nombre de salariés par unité. »

Pour Total et de Margerie, il ne s'agit plus de la ritournelle du Gallois et son rapport sur la « compétitivité », mais du grand cycle de la vie industrielle. Et la vie s'appelle mondialisation. Le PDG de Total continue de nous l'expliquer : « Promouvoir l'industrie française, c'est aussi soutenir les ingénieurs et les équipes capables de développer des projets à l'étranger, avec de la technologie française mais pas forcément avec des produits français. (...) Je dis, moi, que c'est une autre forme de service, une autre forme de développement, qui répond à la modernisation et à l'évolution naturelle de notre système industriel. Quand il n'y a plus de croissance chez soi, il faut aller la chercher où elle se trouve. »

Tu doutes parce que ce genre de patrons pontifie au nom de « l'évolution naturelle de notre système industriel ». De Margerie est du côté de la nature - dans le pétrole, c'est évident -, et toi, petit homme, tu voudrais un emploi, un bon salaire, pour toi et tes enfants. Quel égoïste tu fais. Pour finir d'achever ton moral, Margerie enfonce le clou : « Mais, en réalité, la France n'est pas considérée comme un pays où l'on peut investir sans risque. On lui reproche son instabilité fiscale, ses rigidités sociales et surtout les messages très contradictoires adressés à l'égard des entreprises. Or les étrangers qui investissent sont avant tout des entrepreneurs. Qui aurait envie de s'implanter dans un pays où l'on invente des lois interdisant de fermer des sites ou de quitter le territoire national ? »

## Le vrai visage de Total, star du CAC 40

Si on en reste là, petit homme, l'obscurité tombe sur ta vie, l'avenir mondialisé ne te fait aucune place, ni à toi ni à tes enfants. Plus de lumière. **Grattons un peu derrière ces annonces bravaches du moustachu PDG de Total**.

• La rémunération de Monsieur de Margerie, PDG de Total, en 2012 ? 4,9 millions!

On comprend mieux pourquoi de Margerie veut désespérer Billancourt: sa rémunération, indiquée par les comptes consolidés de la société en 2012, progresse de 18% par rapport à 2011, soit un exact... total de 4 913 139 euros contre 4 176 831 euros en 2011.

Ce qui se décompose de cette façon :

- 3,24 millions de « salaire » dont une part fixe de 1,5 million contre 3,03 millions en 2011
- 1,66 million sous forme d'actions attribuées au cours de l'année.
- Total annonce de colossaux profits en 2012 malgré le recul de sa production d'hydrocarbures

## Le bénéfice net ajusté du groupe pétrolier français <mark>a grimpé de 8%, à 12,4 milliards d'euros</mark>.

- Total a de nouveau enregistré d'énormes bénéfices en 2012, le recul de la production d'hydrocarbures du géant pétrolier français ayant été contrebalancé par les prix très élevés du pétrole brut et un rebond des temporaire des marges de raffinage en Europe.
- Le groupe a dégagé sur l'année un bénéfice (part du groupe) en baisse de 13% à 10,7 milliards d'euros, selon un communiqué publié mercredi.
- Son bénéfice net ajusté mesure la plus suivie dans le secteur, qui exclut certains effets liés à la variation des cours du brut a au contraire grimpé de 8% à 12,4 milliards d'euros, a détaillé le groupe.

#### • Total côté opérations financières ? 9 milliards de dollars de cessions en 2013

Le groupe s'est félicité de la bonne avancée de son programme de cession d'actifs, qui vise à réaliser pour 15 à 20 milliards de dollars de transactions entre 2012 et 2014. Il devrait réaliser 9 milliards de dollars de cessions cette année, après 6 milliards l'an dernier, atteignant ainsi dès fin 2013 le plancher de ce programme de cessions.

Cela devrait inclure la vente envisagée à un consortium mené par EDF et le groupe italien Snam de la filiale française de gazoduc TIGF (Transport Infrastructures Gaz France) pour 2,4 milliards d'euros, et celle à l'autrichien Borealis des activités de fertilisants du groupe en Europe. TIGF (Transport Infrastructures Gaz France) est la filiale de transport et de stockage de gaz du groupe, basée à Pau (Pyrénées-Atlantique) qui gère le réseau gazier dans le sud-ouest de la France, et dont le groupe avait décidé l'an dernier de se défaire.

### Malgré ses profits records, Total ne paie pas d'impôts en France

Malgré un résultat net de 12,4 milliards, le groupe Total n'a rien versé au fisc français... en toute légalité. Il serait faux de penser qu'une société qui a son siège social en France paie ses impôts sur les bénéfices en France. Un grand nombre de sociétés composant l'indice CAC 40 ne paient pas d'impôt sur le territoire. En toute légalité.

Les entreprises utilisent les nombreuses possibilités offertes par le Code des Impôts : report illimité des pertes, intégration fiscale des gains et pertes des filiales françaises par la maison mère, déductibilité des intérêts, crédit impôt-recherche, etc.

Le cas de Total est emblématique. La compagnie pétrolière est le champion français des bénéfices. Pourtant, le groupe ne paie pas d'importe sur les sociétés en France et verse 7,7 milliards d'euros au fisc de pays étrangers. La société dirigée par Christophe de Margerie n'est pas la seule dans ce cas extrême. *Danone*, Essilor, *Saint-Gobain*, Schneider, Suez *Environnement* sont également exclues de l'impôt sur les sociétés en France.

Comment veux-tu, petit homme, que nous accordions le moindre crédit à la parole patronale dans ces conditions? A ceux de Carling, comme aux salariés de toutes les entreprises, le patronat sert la soupe de la compétitivité. Mais entre patrons, l'entente sur la défense du moindre centime des profits engrangés est... totale. Une idéologie du renoncement adressée au Travail, un égoïsme glacé côté Capital.

Voilà pourquoi nous trouvons légitimes, au regard de la réalité, de revendiquer. Et encore n'avons-nous pas inclus, faute de place, les profits financiers de Total réalisés par l'utilisation des paradis fiscaux, sans parler des opérations du groupe en Françafrique, en Asie ou en Amérique latine.

Nous refusons la leçon de Margerie, PDG de Total : il déclare vétuste l'appareil productif français ? Mais qu'a-t-il fait, lui et les siens, ces années passées, pour investir, dans la recherche et le développement, dans les brevets industriels, dans l'innovation technologique ?

A cause de cette paresse et de cette incompétence du patronat français, il nous faudrait renoncer à notre protection sociale, nos emplois et nos salaires, pour combler les dividendes de ces messieurs? Alors que nous savons qu'ils en veulent toujours plus? Quel avenir construisons-nous à nos enfants: un pays industriel en ruine, un marché du travail précaire, une protection sociale dévastée? Nous voulons une société de justice sociale. A commencer par une augmentation générale des salaires et des pensions, pour mettre fin aux arbitrages insupportables entre dépenses de santé, de logement, d'éducation et de nourriture. Petit homme, viens avec nous le dire le 10 septembre, ce ne sera qu'un début...

